

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

16/10/2014

♦ Le Burundi qualifie de "réaliste et viable" le plan marocain d'autonomie au Sahara

15/10/2014



Le Burundi a estimé, lundi au siège des Nations Unies à New York, que le plan marocain d'autonomie au Sahara constitue "la meilleure chance de parvenir à une solution politique équilibrée et mutuellement acceptable du conflit".

Le Burundi "considère que le plan d'autonomie présenté par le Maroc constitue une option réaliste et viable à même d'offrir la meilleure chance de parvenir à une solution politique équilibrée et mutuellement acceptable du conflit", a affirmé, devant la 4ème commission de l'ONU, l'ambassadeur du Burundi à l'ONU, Albert Shingiro.

A cet égard, l'ambassadeur a invité le Secrétaire général de l'ONU à continuer d'encourager l'amélioration des relations entre les deux pays concernés", dans une allusion à l'Algérie.

"Ils doivent tirer profit des avantages qui résulteraient de l'embellie de leurs relations et de l'ouverture de leur frontière commune, dans l'intérêt de la région et de la communauté internationale toute entière", a-t-il dit.

"Nous sommes persuadés, a-t-il poursuivi, que l'intégration régionale notamment grâce au renforcement de l'UMA est un élément clef pour surmonter l'instabilité actuelle et récolter d'importants dividendes économiques, commerciaux et sociaux".

Et de rappeler, à cet égard, la dernière résolution adoptée par le Conseil de sécurité en avril dernier, qui a réitéré que la solution politique de ce différend qui n'a que trop duré et le renforcement de la coopération entre les Etats membres de l'Union du Maghreb Arabe contribueront sans nul doute à la stabilité et à la sécurité dans la région du Sahel.

L'ambassadeur a tenu, à cette occasion, à attirer l'attention sur la "montée de l'instabilité et de l'insécurité au Sahel et à sa périphérie (qui) appelle de toute urgence au règlement de ce vieux contentieux".

S'agissant de la question des droits de l'Homme, le Burundi a salué les réalisations du Maroc dans ce sens, notamment la récente décision de SM le Roi Mohammed VI d'"entériner la recommandation du **Conseil National des Droits** de l'Homme, selon laquelle les civils ne devraient pas être jugés par des tribunaux militaires".

Camps de Tindouf : Le **Maroc** regrette que le pays hôte continue de s'opposer au recensement

Camps de Tindouf : Le Maroc regrette que le pays hôte continue de s'opposer au recensement
Le Maroc déplore le "silence" de la communauté internationale sur la situation de "non droit" qui règne dans les camps de Tindouf, et regrette que le pays hôte "continue de s'opposer au recensement", a déclaré mardi au siège de l'ONU à New York, l'ambassadeur du Maroc aux Nations Unies, Omar Hilale.

Le Maroc relève avec regret que la "communauté internationale reste silencieuse sur la situation de non droit qui règne" dans les camps de Tindouf, où les populations sont privées de leurs droits les plus élémentaires, y compris ceux relatifs à la libre circulation, à l'association et à la liberté d'expression, et même à la vie, a affirmé l'ambassadeur qui s'exprimait devant la 4ème commission de l'ONU.

Ces populations "sont forcées de vivre dans des camps militarisés, sous le contrôle d'un mouvement militaire, auquel ni le droit ni les conventions internationales ne reconnaissent un quelconque attribut ou autorité", a fait observer M. Hilale, ajoutant que cet état "provoque frustration et protestation régulièrement rapportées par les média internationaux et que les responsables des camps tentent, sans succès, de faire taire par la répression et la terreur".

Le Maroc regrette, également, a poursuivi le diplomate, que le pays hôte "continue de s'opposer au recensement des populations des camps, alors qu'il en a l'obligation. Ce qui doit, a-t-il dit, interpeller la Communauté Internationale.

"Le Conseil de Sécurité a demandé au HCR, dans ses résolutions successives, de procéder à cette obligation statutaire. Les populations des camps de Tindouf sont les seules au monde qui ne sont ni recensées, ni enregistrées. Et personne n'en connaît le nombre exact", a rappelé M. Hilale dans son intervention devant les États membres.

Depuis la "récupération des provinces du Sud", le gouvernement marocain a, pour sa part, "consenti un effort colossal, tenant pleinement compte des spécificités de la région et des revendications de sa population, pour leur assurer un développement durable, global et intégré", a-t-il souligné.

Grâce à un "effort de solidarité nationale, des progrès réels ont été enregistrés en termes de développement humain, de mise en place des infrastructures économiques et sociales de base et de lutte contre les inégalités dans la région du Sahara. Ceci a permis à cette région d'atteindre des indicateurs sociaux les plus élevés sur le plan national, avec un produit intérieur brut régional supérieur à la moyenne nationale", a-t-il dit.

<http://sahara-question.com/fr/actualites/camps-tindouf-maroc-regrette-que-pays-h%C3%B4te-continue-sopposer-au-recensement>

Parallèlement, et dans le cadre de la politique de régionalisation avancée incorporée dans la nouvelle Constitution, le Maroc a mis en place un nouveau modèle pour le développement de ces provinces, sur recommandation du Conseil Economique, Social et Environnemental. Ce nouveau modèle vise, en particulier, à promouvoir et renforcer, au Sahara, le développement humain, la pleine jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, la protection de l'environnement, la bonne gouvernance, la démocratie et l'égalité du genre.

S'agissant de la question des Droits de l'Homme, l'ambassadeur a souligné que "conformément à son choix irréfragable de promotion et de protection des droits de l'Homme sur l'ensemble du territoire marocain, de Tanger à Lagouira", et conformément à l'appel des résolutions du Conseil de Sécurité, le Maroc a continué de renforcer les actions et le rôle du **Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), en particulier ses Commissions régionales à Laayoune et Dakhla**. "Ce dont s'est félicité le Conseil de Sécurité dans sa résolution 2152", a relevé M. Hilale.

Le Maroc poursuit irréversiblement son ouverture sur les mécanismes des droits de l'Homme. Il a, ainsi, reçu, et continue de recevoir, y compris au Sahara, les visites d'un grand nombre de procédures spéciales du Conseil des Droits de l'Homme. De même, des centaines d'ONG's, de délégations parlementaires, de diplomates et de journalistes visitent chaque année, sans aucune restriction, les provinces du sud du Royaume, a-t-il rappelé.

L'ancienne Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Mme Navanethem Pillay, a, elle-même, effectué en mai dernier, à l'invitation du Maroc, une visite de travail réussie au Maroc.

En effet, a-t-il conclu, Mme Pillay a déclaré, notamment, qu' au cours des 13 dernières années, depuis la dernière visite effectuée dans ce pays par un Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme, le Maroc a fait de grands progrès évidents vers une meilleure promotion et protection des droits de l'Homme".

Accueil » Culture » L'évènement « Jon Fosse au Maroc »

Le Théâtre ANFASS dirigé par la metteuse en scène Asmaa Hourri, organise en partenariat avec l'ambassade de Norvège au Maroc, le Théâtre National Mohammed V et **le Conseil National des droits de l'Homme**, l'évènement « JON FOSSE AU MAROC » qui célèbre les écrits du dramaturge norvégien le plus sollicité en Europe actuellement.

Au programme:

> Une table ronde autour des écrits de JON FOSSE avec la présence de Thérèse Bjørneboe (Rédactrice et critique de théâtre norvégienne), Khalid Amine (Président du Centre international des études de spectacle, universitaire et critique de théâtre), Ahmed Massaia (Ancien directeur de l'Institut Supérieur d'Art Dramatique et Animation Culturelle, universitaire et critique de théâtre) et Issam El Yousfi (Dramaturge et professeur chercheur en art de spectacle)

Date : 28 octobre à 18 h

Lieu : à la salle Driss Benzekri – Conseil National des Droits de l'Homme.

Place Achouhada – Rabat.

Renseignement: 05 37 72 22 07

> Présentation de la Pièce de théâtre « HIVER » de JON FOSSE, mise en scène par Asmaa Hourri.

Date : 29 octobre à 20 h

Lieu : Théâtre National Mohammed V

> Pour plus d'information : FB/theatreanfass



منتدى مراكش مكلف ماليًا

يبدو أن منتدى مراكش العالمي لحقوق الإنسان سيكلف المغرب أموالًا طائلة جدا في وقت الأزمة. وذكرت مصادر أن إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، لم يكف بـ 1,2 مليار سنتيم التي وعدته بها حكومة عبد الإله بنكيران، بل لجأ إلى مؤسسات عمومية أخرى طلبا للدعم والتمويل، من بينها «المكتب الشريف للفوسفاط» الذي منح اليزمي 15 مليون سنتيم، وصندوق الإيداع والتبوير الذي سلمه 75 مليون سنتيم، في حين قررت الخطوط الملكية الجوية توفير تذاكر مجانية للنقل لقائدة الضيوف من إفريقيا، وتذاكر بثمان رمزي لبقية الضيوف من القارات الأخرى. بينما ستوفر وزارة الداخلية كل وسائل اللوجستيك والنقل محليا.





حقوق

8229/13

نظمت اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان العيون - السمارة، أمس، بمدينة بوجدور، لقاء تواصليا مع السلطات المحلية والمجالس المنتخبة والمصالح الخارجية والنسيج الجمعوي وذلك بغية التعريف بتجربة اللجنة الجهوية من حيث دورها في حماية والنهوض بثقافة حقوق الإنسان وإشاعتها. وأوضح بلاغ للجنة أن هذا اللقاء يهدف أيضا إلى تسليط الضوء على المنتدى العالمي لحقوق الإنسان المزمع تنظيمه بمدينة مراكش خلال شهر نونبر المقبل. وأضاف المصدر أن اللجنة تهدف، من خلال تنظيم هذا اللقاء، إلى التعريف بتجربتها والانفتاح على كافة الفاعلين المحليين بغية صياغة مشاريع وبرامج حقوقية مبنية على مقاربة تشاركية، خاصة في مجال التثقيف والتربية على حقوق الإنسان، تروم نشر ثقافة حقوق الإنسان والتربية عليها وممارستها. وأشار إلى أن اللقاء يروم كذلك التعريف بالمنتدى العالمي لحقوق الإنسان والتعبئة له لضمان مشاركة فعالة لمختلف الفئات من المجتمع المدني والمؤسسات العمومية، بوصفه فرصة لتعزيز احترام حقوق الإنسان، والنقاش حول تطوراتها وتحدياتها ضد قضاء دولي تعددي.

التعاطي مع مستعملي المخدرات مبادرة جديدة للترافع على أرضية إعلان الرباط

بقلم : يامنة بن مسعود

اختصت رحاب المجلس الوطني لحقوق الإنسان يوم الخميس 8 أكتوبر الجاري ندوة وطنية أعلنت الجمعيات العاملة في مجال تقليص خطر الإصابة بالسيدا، ومنظمات حقوقية وجمعيات موضوعية وممثلون عن المؤسسات الأمنية والقضائية والصحية والمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، في ختام فعالياتها، عن مبادرة جديدة للترافع على أرضية ما تضمنته الإعلان الصادر عن الندوة الوطنية الأولى المنعقدة بالرباط يوم 26 أكتوبر 2011، من مقاربات حقوقية وتوصيات مبدئية مبنية على الصحة وحقوق الإنسان.

عن وجود العديد من خروقات الإنسان التي يتعرض لها نمنمو المخدرات في أماكن الاعتقال والإحتجاز وفي السجون وداخل المراكز العلاجية والتي تتجاوز الوصم والتمييز إلى الذوس على حقوقهم الإنسانية والحظ من كرامتهم الأمر الذي يعاكس الاستراتيجية الوطنية لحقوق الإنسان والسيدا التي ساهم المجلس الوطني لحقوق الإنسان في بلورتها بشراكة مع وزارة الصحة وبرنامج الأمم المتحدة المشترك لمحاربة السيدا ووحدة تدبير الصنوق العالمي لمكافحة السيدا والذي سطرته منطلقاتها الأساس على ضرورة مجابهة الوصم والتمييز عند الفئات الأكثر عرضة للإصابة بالسيدا والفئات المهمشة، ومن بينهم متعاطو المخدرات عبر الحقن بالإضافة إلى الحق في الصحة والتكفل بهم وإدماجهم، على اعتبار أنهم مرضى بحاجة للمساعدة الطبية والحماية الاجتماعية، لاجرمين وجد مصاروة حقهم الإنساني في الكرامة والمشاركة الاجتماعية.



وعلى أرضية هذه الاستراتيجية ومعاييرها الحقوقية الكونية وإجراءاتها الهادفة إلى النهوض بحقوق الإنسان ومحاربة التمييز داخل المجتمع عموما، وتحسين البيئة التشريعية وإتاحة الوصول إلى الدعم القانوني، بغاية التلاؤم مع الرؤية المتحيزة في صفر إصابة جديدة، صفر تمييز، وصفر وفاة بسبب السيدا في المغرب، تلوح بقوة ضرورة إعمال البعد الحقوقي وتعزيز المقاربة الحقوقية في الاستجابة الوطنية لمكافحة السيدا، بل وضرورة تغيير القوانين التي تجرم متعاطي المخدرات وممنيتها صلة بظهير 21 ماي 1974، والنهوض بترسانة الأحكام المبدلة وضمان حق المتعاطين للمخدرات المعتقلين والمسجونين في التنقل الطبي والرعاية الاجتماعية والدعم النفسي، حسب ما جاء في مرافعات جل الخبراء الدوليين والأطباء من ذوي الاختصاص في معرض خلاصات عروض وتقارير ومناقشات هذه الندوة الوطنية.

الاستراتيجية التي وضعتها الدولة للتصدي لظاهرة تعاطي المخدرات بتغيير للترسانة القانونية من أجل الحصول على نتائج إيجابية أسوة بنماقي التجارب الدولية المقارنة، واستحضار توصيات التقرير الصادر في شتنبر سنة 2011 عن اللجنة العالمية حول المخدرات القاضية بوضع حد للعالمية حول المخدرات التي لا تجريم ووصم متعاطي المخدرات التي لا تنسب في أضرار للغير كالفن الهندي، عبر تقنيات متسامحة ومضبوطة لائقاء شروخ الجريمة المظلمة وضمان صحة المواطنين وسلامتهم في إطار اعتماد استراتيجيات جديدة ومقاربات نوعية تتأسس على منظومة حقوق الإنسان.

الدولي بحسب ما كشفت عنه بعض الدراسات التي أجرتها منظمات غير حكومية خبيرة ومختصة في إطار تقييمها لكلفة حرب المجتمع الدولي على المخدرات ماليا وسياسيا. وفي هذا السياق، تسابق مجموعة من الدول الزمن، لاستقطاب العديد من الأصوات المقنعة بضرورة البحث عن مقاربات جديدة في حربها على المخدرات، وذلك بغاية استصدار الإعلان السياسي الذي صاغته لجنة دولية من أعلى مستوى في مارس من السنة الجارية بفيينا، وتبنيه كإرضية لشغال الدورة الخاصة التي ستعقدتها الجمعية العامة لهيئة الأمم المتحدة سنة 2016، في إطار تقييمها لحرب المجتمع الدولي على المخدرات في ضوء معاهدة سنة 1961 الدولية، ولسياقات الظرفية الدولية لإعلان تكسون الحرب على استهلاك المخدرات القوية في أعقاب هزيمة الجيش الأمريكي في فيتنام من جهة، وتتميتها تحصيلة التجارب الدولية المقارنة ومقارباتها الجديدة في الحد من عوامل انتشار المخدرات وتقليص نواتج الإصابة بالسيدا وبالفيرس الكندي «س» عبر ضمان الحق في الصحة وإقرار حقوق الإنسان في التعامل مع متعاطي المخدرات ومدمنها.

مقاربات باتت تجد صداها القوي اليوم داخل المغرب، عبر دعوات جمعيات مدنية ومنظمات حقوقية وشرق برلمانية واحزاب سياسية بالمغرب إلى تقنين زراعة القنب الهندي وتوجيه استعمالاته إلى المجالات العلمية والطبية والصناعية ورفع الحظر عنها لتغزو مرتبطة بالتنمية الاقتصادية والاجتماعية للمنطقة ووضع حد لتجريم متعاطي المخدرات ومدمنها، وفق مقاربات حقوقية وتنموية تعتمل في فشل المقاربة الأمنية ومضاعفاتها المقترحة عليهم وتحول مافيات التهريب وأكثر نهديا للجمعيات والنو من تبعات الاتجار في مشتقات القنب الهندي، وخاصة مادي الكوكايين والهيروين، وتبييض الأموال وتزويد الجريمة المنظمة والشبكات الإرهابية بالسلاح بمنزلة إغامة دولة داخل الدولة.

نحوه وطنية هي الثانية من نوعها، والتي تمحورت عروض وتقارير برنامج فعاليتها حول ما يشهده المغرب اليوم من تزايد مقلق ومضطرب في عدد متعاطي المخدرات عبر الحقن والمعرضون أكثر من غيرهم للإصابة بفيروس فقدان المناعة المكتسب وفيرس التهاب الكبدى «س» من جهة، وبحول النتائج العكسية لأساسة الزجر والعقاب ضد متعاطي ومدمني المخدرات والتي باتت تعيق السياسات التي أخروط فيها المغرب منذ سنة 2008، وعلى رأسها الخطة الاستراتيجية الوطنية التي وضعتها وزارة الصحة وبرامج تقليص خطر الإصابة ومحاربة الإدمان ضمن البرنامج الوطني الذي أطلقته مؤسسة محمد الخامس للضمان من جهة ثانية.

هذا، وحسب تقديرات وزارة الصحة والدراسة المنجزة من قبل مصالحها المختصة سنة 2010 فإن عدد متعاطي المخدرات عبر الحقن يتجاوز 14 ألف شخص بشمال المغرب، وأن 37 بالمائة من متعاطي المخدرات عبر الحقن بمدينة الناظور لوحدھا، مصابون بفيروس نقصان المناعة المكتسب و90 بالمائة منهم مصابون بالالتهاب الكبدى «س»، وأن البحوث الميدانية المنجزة خلال سنة 2011 لدى 300 متعاطي للمخدرات في جهة تطوان طنجة ونواحيها تتضمن وقائع ومعطيات



بوجدور: المجلس الجهوي لحقوق الإنسان، ومهزلة إختيار لها إسم "لقاء تواصلية"

حل يوم أمس الأربعاء 15 أكتوبر الجاري، بمدينة بوجدور، وفد عما يسمى ب " المجلس الجهوي لحقوق الإنسان"، ضم عددا من أعضاء المجلس، و ناشطين علاميين، وأشياء أخرى لم يتم تحديد طبيعتها لحدود الساعة، وذلك بغية تنظيم لقاء تواصلية مع السلطات و المجالس المحلية المنتخبة، و المصالح الخارجية، و النسيج الجمعي، حسب ما أظهره، أو حاول أن يظهره البلاغ الصحفي الذي قُدم للمناير الإعلامية، حيث يمكن إعتبار هذا النشاط، وحسب ما ظهر للجميع، فاشلا بكل ما تحمله الكلمة من معنى، وذلك بالرجوع إلى عدد الحضور، والذين شكل السواد الأعظم من بينهم رؤساء المصالح الخارجية الذين رافقوا السيد عامل الإقليم إلى المركز الثقافي، ما ينم عن السمعة السيئة التي يتمتع بها المجلس لدى المواطنين، والذين يظنون الفئة المستهدفة بالأساس من أنشطة مجلس الصبار و مكاتبه الجهوية.

المجلس الجهوي السالف الذكر، أكد على أن الهدف من تنظيم هذا اللقاء، هو التعريف بتجربته، والتي يصفها غالبية المواطنين بالفاشلة، وذلك لعدة إعتبارات، لعل أهمها هو المستوى الدراسي و الثقافي لرئيسه الحاصل على شهادة تقني في كهرباء السيارات، دون أن يكون له أي مسار حقوقي يؤهله للتداول باسم حقوق الإنسان، في وقت يتم تهميش أطر مثقفة و مكونة، من شأنها أن تعطي للكثير في هذا المجال، والدليل هو عزوف مجموعة من الفعاليات على اللقاء السالف الذكر، حيث يرفض العديد منهم الجلوس في حضرة المجلس الجهوي لحقوق الإنسان، باعتباره مؤسسة فاقدة للشرعية، أسستها الدولة من أجل در الرماد في العيون، مؤكداً على أن النشاط الحقوقيين، لا يمارسون انشطتهم الحقوقية تحت غطاء الدولة، وبمباكة وزارة الداخلية، التي تشكل في أغلب الأحيان الحاجز الأساسي بين الدولة و حقوق الإنسان باعتبار إرتباطها بالأجهزة الأمنية، و بقمع المظاهرات السلمية...

و رغم أن تجربة المجلس الجهوي لحقوق الإنسان، لم تتجاوز الصفر، فقد أصر السيد الرئيس على ضم، محور التعريف بها، ضمن أشغال هذا الملتقى، في حين لم يتطرق أي من المحاضرين إليه، فتجربة هذه المؤسسة، وكما يعلم الجميع، ظلت منحصرة في أشياء تجاوزت حقوق الإنسان، إلى أن تحولت إلى عقوقه، خصوصا عندما نسع بإقدام المجلس على طرد أعوان كانوا يشتغلون لصالحه بمدينة العيون و تشريد عائلاتهم، وحتى نكون أكثر موضوعية فإن تجربة المجلس الجهوي لحقوق الإنسان، ومنذ تأسيسه إنحصرت في توزيع أموال الشعب على أمينتي حيدر و غيرها من الخونة، و توظيف بعضهم بطريقة مباشرة في سلك الوظيفة العمومية، و الجود على البعض الآخر بمأذونيات نقل، بالإضافة إلى العريضة المتكررة التي يقوم بها رئيسها كلما كان مكان تواجده مليئا بالفتيات، كما فعل ذات يوم بمطار أكادير حينما إظطرت التي كان عى منثها المهبوط إظطرابا.

عودة المجلس للظهور بمدينة بوجدور، فتحت معها مجموعة من الملفات التي لها علاقة ببعض أعضائه هنا و هناك، ففي الدول التي يحترم فيها المواطنون أنفسهم، يجتهد كل فرد في مجال تخصصه، حيث أن الطبيب يدرس الطب و يجتهد فيه، دون أن يسلك أي طريق غيره حتى يصل إلى أعلى المراتب، و الفيلسوف، يجتهد في مجال تخصصه فقط، فيبحث و يتعمق فيه، حتى يترك في التاريخ بصمته، عدا في المغرب، حيث نجد أن استاذ التربية الإسلامية، ورغم مشاكل القسم، وعضوا في المجلس العلمي مقابل مبلغ مالي المعطلون في أمس الحاجة إليه، ثم باحثا في الثقافة الحسانية من خلال مؤلفات مثيرة للسخرة، و ناشطا حقوقيا بدلوا بدلوهم في هذا المجال، و سمسار للسيارات، و فاعل جمعي تحت يافطة حزب يستفيد من الملايين سنويا مقابل ندوات لم تعطي أية نتيجة...، لكن وعندما يتعلق الأمر بالمال، تراه مستعدا لمغادرة الجمعية الحزبية، حبا في المجلس العلمي...

حفلة شاي، ووجبة غداء، لا شك أنها كلفت صندوق المجلس الجهوي لحقوق الإنسان، الملايين، نظمت لصالح الأشخاص الذين حضروا لهذا الملتقى، ما يجعلنا نطرح أكثر من تساؤل حول مصدر الأموال التي يصرفها المجلس ببضخ، خصوصا عندما نسع أن قيمة تعويضات تنقلات رئيسه تعادل نظيرتها المخصصة لأحد وزراء دولة بريطانيا، مع فرق بسيط ينحصر في كون الوزير البريطاني حاصل على شواهد عليا و ذو تجربة في مجال تخصصه، ورئيس المجلس الجهوي لحقوق الإنسان، تقني في كهرباء للسيارات، وعندما يقدم المجلس على دفع الملايين من أموال الشعب مقابل وجبة غداء لصالح بضعة أشخاص هل يمكننا إعتبار ذلك حقوقا للإنسان، أم عقوقا له؟

الـ AMDH تحتجّ ضدّ ما تعتبره تضييقاً عليها

حج العشرات من أعضاء الجمعية المغربية لحقوق الإنسان وممثلي هيئات حقوقية وسياسية ونقابية إلى الساحة المقابلة لقبة مجلس النواب فرفعوا يافطات ولا فئات وشعارات تدين ما اعتبره المتظاهرون تضييقاً على الجمعية وأنشطتها وحرمان الحركة الحقوقية، بشكل عام، من تنظيم أنشطتها الاعتيادية.

أعضاء الجمعية حملوا شعارات تدين وزير الداخلية محمد حصاد عبر شعار "حصاد يا جبان الجمعية لا تمان" كما طالبوه بالرحيل الفوري رافعين شعار "حصاد سير فحالك راه الشعب كايقوها لك".

وقفه الجمعية المغربية لحقوق الإنسان خصصت بعض أشكال التنديد لحكومة عبد الاله بن كيران حيث رفع المحتجون شعار "باركا من العدوان الحكومي.. باركا من الطغيان المخزني"، كما رفعت فيها لافتة مركزية كتب عليها "من أجل الحقوق والحريات، مناضلون\ات، في وجه الهجمة المخزنية صامدون\ات".

محمد الهايج، رئيس الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، قال في تصريح لهسبريس، إن وقفه الجمعية تأتي في إطار التنديد بسياسة المنع المنهجية التي تقودها الدولة ضد منظمته الحقوقية وباقي الهيئات المشتغلة على حقوق الإنسان بالمغرب والتي لم تسلم من التضييق وفق تعبيره، مضيفاً أن 92 فرعاً من فروع الجمعية ينظمون نفس الشكل الاحتجاجي الموحد في الزمان والمكان.

وفي جوابه على سؤال إن كانت الجمعية قد فتحت باب اتصال رسمي أو غير رسمي أمام مسلسل شد الحبل الحاصل بين وزارة الداخلية والتنظيمات الحقوقية قال محمد الهايج إن **الجمعية اجتمعت بمحمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان**، وأن المجلس عبر، في شخص الصبار، عن عدم فهمه لما يحدث وقلقه من التطورات الأخيرة كما طمأن أعضاء الجمعية بالقول أن مؤسسته الوطنية تتبّع عن قرب كل المستجدات وأن المجلس الوطني لحقوق الإنسان سيضمّن مجموع الملاحظات في تقريره السنوي.



خيران من مفتشية السجون البريطانية يعلن بالرباط

ينقلان التجربة البريطانية للوقاية من التعذيب للأطر المغربية العاملة في مجال حقوق الإنسان

البريطانية بالمغرب. ويذكر أن البروتوكول الاختياري لاتفاقية مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة، الذي تم اعتماده في 18 دجنبر 2002، ينص من بين ما ينص عليه، على إحداث هيئة زائرة واحدة أو أكثر لمنع التعذيب تسمى "الآلية الوقائية الوطنية" وفي هذا الصدد ينص البروتوكول على أن "تسمح كل دولة طرف بقيام الآلية بزيارات لأي مكان يوجد فيه أشخاص محرومين من حريتهم" وذلك "بهدف القيام، عند اللزوم، بتعزيز حماية هؤلاء الأشخاص من التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة".

وسبق للمغرب أن صادق على اتفاقية مناهضة التعذيب في 21 يونيو 1993 كما صادق على البروتوكول الاختياري الملحق بالاتفاقية بموجب القانون رقم 124.12 الذي صدر في الجريدة الرسمية في 4 يوليوز 2013.

الضوء، على جوانب تهم تشكيلة وبنية الآلية وإطارها القانوني، الاستقلالية والعلاقة مع الحكومة، العلاقات مع المجتمع المدني ومع مراقبي ومفتشي السجون، الامتثال للبروتوكول الاختياري المتعلق باتفاقية مناهضة التعذيب: أهم الإشكاليات والتحديات، الرصد الوقائي كمفهوم، ويشتمل برنامج الدورة التكوينية على محور خاص بمنهجية التفتيش، إعداد التقارير سيتم خلاله الوقوف عند عملية التفتيش، التفتيش الفجائي (المعايير والمؤشرات) بما في ذلك التركيز على مشاكل معينة في السجون، إعداد التقارير والتوصيات، المتابعة مع السلطات المعنية لضمان تنفيذ التوصيات... وفضلا عن ذلك، سيتمكن المشاركون في التكوين من تطبيق المنهجية من خلال دراسة حالات.

وستنطلق الجلسة الافتتاحية للدورة إذا الخميس بالرباط ابتداء من الساعة التاسعة صباحا، بحضور محمد الصبار، أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان وممثل السفارة

تكوين تكريم

من المرتقب أن يحل اليوم الخميس خيران من مفتشية السجون البريطانية بالرباط لتنظيم دورة تكوينية حول تجربة الآلية الوطنية البريطانية للوقاية من حقوق الإنسان بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان واللجان الجهوية لحقوق الإنسان.

وقال بلاغ للمجلس الوطني لحقوق الإنسان حصلت النهار المغربية على نسخة منه إنه سينظم دورة تكوينية بشراكة مع السفارة البريطانية بالمغرب سيشرف عليها خيران قادمان من مفتشية السجون البريطانية حول تجربة الآلية الوطنية البريطانية للوقاية من التعذيب، وسيستفيد منها أطر المجلس الوطني وأطر اللجان الجهوية لحقوق الإنسان.

وأكد البلاغ أن برنامج الدورة التكوينية سيتضمن تقديم الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب بالمملكة المتحدة من خلال تسليط

بوجدور: المجلس الجهوي لحقوق الإنسان، ومهزلة إختير لها إسم "لقاء تواصلية"

حل يوم أمس الأربعاء 15 أكتوبر الجاري، بمدينة بوجدور، وفد عما يسمى ب " المجلس الجهوي لحقوق الإنسان"، ضم عددا من أعضاء المجلس، و ناشطين علاميين، وأشياء أخرى لم يتم تحديد طبيعتها لحدود الساعة، وذلك بغية تنظيم لقاء تواصلية مع السلطات و المجالس المحلية المنتخبة، و المصالح الخارجية، و النسيج الجمعي، حسب ما أظهره، أو حاول أن يظهره البلاغ الصحفي الذي قُدم للمنابر الإعلامية، حيث يمكن اعتبار هذا النشاط، وحسب ما ظهر للجميع، فاشلا بكل ما تحمله الكلمة من معنى، وذلك بالرجوع إلى عدد الحضور، والذين شكل السواد الأعظم من بينهم رؤساء المصالح الخارجية الذين رافقوا السيد عامل الإقليم إلى المركز الثقافي، ما ينم عن السمعة السيئة التي يتمتع بها المجلس لدى المواطنين، والذين يظنون الفئة المستهدفة بالأساس من **أنشطة مجلس الصبار و مكاتبه الجهوية**.

المجلس الجهوي السالف الذكر، أكد على أن الهدف من تنظيم هذا اللقاء، هو التعريف بتجربته، والتي يصفها غالبية المواطنين بالفاشلة، وذلك لعدة اعتبارات، لعل أهمها هو المستوى الدراسي و الثقافي لرئيسه الحاصل على شهادة تقني في كهرباء السيارات، دون أن يكون له أي مسار حقوقي يؤهله للتداول باسم حقوق الإنسان، في وقت يتم تهميش أطر مثقفة و مكونة، من شأنها أن تعطي للكثير في هذا المجال، والدليل هو عزوف مجموعة من الفعاليات على اللقاء السالف الذكر، حيث يرفض العديد منهم الجلوس في حضرة المجلس الجهوي لحقوق الإنسان، باعتباره مؤسسة فاقدة للشرعية، أسستها الدولة من أجل در الرماد في العيون، مؤكداً على أن النشاط الحقوقيين، لا يمارسون انشطتهم الحقوقية تحت غطاء الدولة، وبمباكة وزارة الداخلية، التي تشكل في أغلب الأحيان الحاجز الأساسي بين الدولة و حقوق الإنسان باعتبار إرتباطها بالأجهزة الأمنية، و بقمع المظاهرات السلمية...

و رغم أن تجربة المجلس الجهوي لحقوق الإنسان، لم تتجاوز الصفر، فقد أصر السيد الرئيس على ضم، محور التعريف بها، ضمن أشغال هذا الملتقى، في حين لم يتطرق أي من المحاضرين إليه، فتجربة هذه المؤسسة، وكما يعلم الجميع، ظلت منحصرة في أشياء تجاوزت حقوق الإنسان، إلى أن تحولت إلى عقوقه، خصوصا عندما نسع بإقدام المجلس على طرد أعوان كانوا يشتغلون لصالحه بمدينة العيون و تشريد عائلاتهم، وحتى نكون أكثر موضوعية فإن تجربة المجلس الجهوي لحقوق الإنسان، ومنذ تأسيسه إنحصرت في توزيع أموال الشعب على أمينتو حيدر و غيرها من الخونة، و توظيف بعضهم بطريقة مباشرة في سلك الوظيفة العمومية، و الجود على البعض الآخر بمأذونيات نقل، بالإضافة إلى العردة المتكررة التي يقوم بها رئيسها كلما كان مكان تواجده مليئا بالفتيات، كما فعل ذات يوم بمطار أكادير حينما إظطرت التي كان عى مثنها المهبوط إظطرابيا. عودة المجلس للظهور بمدينة بوجدور، فتحت معها مجموعة من الملفات التي لها علاقة ببعض أعضائه هنا و هناك، ففي الدول التي يحترم فيها المواطنون أنفسهم، يجتهد كل فرد في مجال تخصصه، حيث أن الطبيب يدرس الطب و يجتهد فيه، دون أن يسلك أي طريق غيره حتى يصل إلى أعلى المراتب، و الفيلسوف، يجتهد في مجال تخصصه فقط، فيبحث و يتعمق فيه، حتى يترك في التايخ بصمته، عدا في المغرب، حيث نجد أن استاذ التربية الإسلامية، ورغم مشاكل القسم، وعضوا في المجلس العلمي مقابل مبلغ مالي المعطلون في أمس الحاجة إليه، ثم باحثا في الثقافة الحسانية من خلال مؤلفات مثيرة للسخرية، و ناشطا حقوقيا يدلو بدلوه في هذا المجال، و سمسار للسيارات، و فاعل جمعي تحت يافطة حزب يستفيد من الملايين سنويا مقابل ندوات لم تعطي أية نتيجة...، لكن وعندما يتعلق الأمر بالمال، تراه مستعدا لمغادرة الجمعية الحزبية، حبا في المجلس العلمي...

حفلة شاي، ووجبة غداء، لا شك أنها كلفت صندوق المجلس الجهوي لحقوق الإنسان، الملايين، نظمت لصالح الأشخاص الذين حضروا لهذا الملتقى، ما يجعلنا نطرح أكثر من تساؤل حول مصدر الأموال التي يصرها المجلس بيضخ، خصوصا عندما نسع أن قيمة تعويضات تنقلات رئيسه تعادل نظيرتها المخصصة لأحد وزراء دولة بريطانيا، مع فرق بسيط ينحصر في كون الوزير البريطاني حاصل على شواهد عليا و ذو تجربة في مجال تخصصه، ورئيس المجلس الجهوي لحقوق الإنسان، تقني في كهرباء السيارات، وعندما يقدم المجلس على دفع الملايين من أموال الشعب مقابل وجبة غداء لصالح بضعة أشخاص هل يمكننا إعتبار ذلك حقوقا للإنسان، أم عقوقا له؟

نيويورك: صحراويون يدقون ناقوس الخطر إزاء الانتهاكات المنهجية لوضعية حقوق الإنسان في تندوف

المجلس الوطني لحقوق الإنسان يتلقى مئات الشكاوى من طرف أسر بأكملها أجبرت على العيش في هذه المخيمات

دق صحراويون، أمام اللجنة الرابعة للأمم المتحدة في نيويورك، ناقوس الخطر إزاء الانتهاكات المنهجية لحقوق الإنسان في مخيمات تندوف فوق التراب الجزائري، مبرزين بالمقابل الإنجازات التي تحققت في الأقاليم الجنوبية للمملكة.

وأدان مختلف المتدخلين بشدة الحرمان من الحقوق الأساسية في مخيمات العار والانتهاكات المنهجية والمتكررة لحقوق الإنسان، التي ترتكب في ظل إفلات تام من العقاب من قبل مرتزقة "البوليساريو"، و"تحت أنظار أسيادهم الجزائريين".

وقال إبراهيم الغزال، عضو اللجنة الجهوية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان في العيون، إن المجلس يتلقى مئات الشكاوى من طرف أسر بأكملها أجبرت على العيش في هذه المخيمات، ومن مواطنين ضحايا الانتهاكات المنهجية لحقوقهم الأساسية في ظل إفلات تام من العقاب .

وبدورها، قالت السعداني ماء العينين، عن منظمة التواصل في إفريقيا وتعزيز التعاون الاقتصادي الدولي، إن وضعية المرأة في المخيمات تزداد سوء بسبب عدم احترام حقوقهن الإنسانية، مشيرة إلى ارتفاع نسبة الوفيات والأمراض، "بسبب تحويل جبهة +البوليساريو+ للمساعدات الإنسانية".

وبعد أن أوضحت أنها كانت هي بدورها ضحية للتعذيب في مخيمات تندوف، طالبت بوضع حد للدعايات المغرضة وبتفعيل المبادرة المغربية للحكم الذاتي، لكونها ستضمن لجميع الصحراويين المتمتع بحقوقهم الأساسية.

وبدوره، طالب أحجابو سلامي، عضو "تنسيقية ضحايا 5 يناير"، بإحقاق العدالة من قبل الأمم المتحدة في مقتل شقيقه الذي تم اغتياله بدم بارد من قبل الجيش الجزائري "بالحدود بين الجزائر وموريتانيا".

ومن جانبه، قال عم احجابو، بيرة سلامي، رئيس "تنسيقية ضحايا 5 يناير" إنه لمواجهة هذه الانتهاكات قام عشرات من الشبان الصحراويين المحتجزين في مخيمات تندوف مؤخرا بخوض إضراب عن الطعام أمام مكتب المفوضية السامية لشؤون اللاجئين التابعة للأمم المتحدة للمطالبة برفع الحصار المفروض على المخيمات، والتعبير عن رفضهم الشديد للوصاية المفروضة عليهم من قبل جبهة "البوليساريو".

وفي السياق ذاته، قالت فاطمة ماء العينين رئيسة جمعية "المرأة المقاولة في جهة وادي الذهب لكويرة" إن هذه الوضعية المؤسفة تتناقض جوهريا مع التطور الذي تشهده الأقاليم الجنوبية في كافة المجالات.

كما أثارت ماء العينين انتباه أعضاء اللجنة إلى التقدم الكبير الذي حققه المغرب وخاصة على الصعيد السياسي وحقوق الإنسان، وكذا في مجالات التعليم والإسكان والبنيات التحتية والتشغيل، مما جعل من الأقاليم الجنوبية، واحدة من الجهات الأكثر تطورا في المملكة.

أما مولاي الشريف ماني عن "تنسيقية الدفاع عن القيم المقدسة"، فأبرز في هذا الصدد، التنمية الجهوية المندمجة التي تستفيد منها الصحراء منذ سنوات، مشيرا إلى أن المؤشرات الاجتماعية في الجهة تعتبر من بين الأفضل في المملكة.

وفي نفس السياق، أبرز بريكنية العروسي، عن اللجنة الجهوية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن تطور الحياة الجموعية يشكل أحسن مثال على التنمية التي تشهدها الأقاليم الجنوبية، مشيرا إلى أن النسيج الجموعي المتعدد بالمغرب يمثل تنويفا لمسيرة الديمقراطية التي انخرط فيها المغرب بشكل لا رجعة فيه.

ومن جهتهما، ندد كل من المامي أهل أحمد إبراهيم، رئيس الهلال الأحمر المغربي بالداخلة، ومحمد أبا رئيس الجمعية المغربية للتنمية البشرية ببوجدور، بتحويل المساعدات الإنسانية الدولية الموجهة للاجئين من قبل جبهة "البوليساريو"، والتي يتم ترويضها في الدول المجاورة.

<http://www.telexpress.com/%D8%AA%D9%84%D9%83%D8%B3%D8%A8%D8%B1%D9%8A%D8%B3/%D8%A7%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1%20%D8%B3%D9%8A%D8%A7%D8%B3%D9%8A%D8%A9/31598/%D9%86%D9%8A%D9%88%D9%8A%D9%88%D9%86%20%D9%8A%D8%AF%D9%82%D9%88%D9%86%20%D9%86%D8%A7%D9%82%D9%88%D8%B3%20%D8%A7%D9%84%D8%AE%D8%B7%D8%B1%20%D8%A5%D8%B2%D8%A7%D8%A1%20%D8%A7%D9%84%D8%A7%D9%86%D8%AA%D9%87%D8%A7%D9%83%D8%A7%D8%AA%20%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%85%D9%86%D9%87%D8%AC%D8%A9%20%D9%84%D9%88%D8%B6%D8%B9%D9%8A%D8%A9%20%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82%20%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86%20%D9%81%D9%8A%20%D8%AA%D9%86%D8%AF%D9%88%D9%81.html>

كما انتقد المتدخلان هذه التجاوزات التي تستمر منذ عقود وبدعم من السلطات الجزائرية.

أما أحمد نافع، رئيس جمعية المواطنة والتنمية بالداخلية، فأشار إلى أن فكرة نجاح هذه المبادرة (الحكم الذاتي) تطارد الجزائر، التي تخشى من أن تشكل سابقة في المغرب العربي، وتعمل على تشجيع المناطق المهمشة في الجزائر على المطالبة بمخطط مماثل للاستفادة من الثروات المهذورة للبلاد.

وفي نفس الإطار، قال النائب البرلماني رشيد التامك إن الجزائر ترفض التعاون مع المغرب ضد المنظمات الإرهابية والجريمة المنظمة التي تنشط في منطقة الساحل.

وأضاف أن الجزائر لا تقتصر فقط على رفض التعاون، بل إن هذا البلد يساهم بكل وعي في زعزعة استقرار الحدود المغربية من خلال تسهيل تدفق الآلاف من المهاجرين غير الشرعيين إلى المملكة، وإغراق السوق المغربية بكميات هائلة من المواد الفاسدة والمخدرات وجيوب الملووسة.

اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان العيون- السمارة تعقد لقاء تواصليا مع مختلف الفعاليات المحلية بوجودور

عقدت **اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان العيون- السمارة**، اليوم الأربعاء بوجودور، لقاء تواصليا مع السلطات المحلية والمجالس المنتخبة والمصالح الخارجية والنسيج الجمعي وذلك بغية التعريف بتجربة اللجنة الجهوية من حيث دورها في حماية ثقافة حقوق الإنسان والنهوض بها وإشاعتها.

وأكد رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان العيون- السمارة، السيد محمد سالم الشراوي، في تصريح للصحافة، أن هذا اللقاء شكل مناسبة لتسليط الضوء على المنتدى العالمي لحقوق الإنسان المزمع تنظيمه بمدينة مراكش خلال شهر نونبر المقبل.

وأضاف أنه تم خلال اللقاء تقديم عرض حول حصيلة عمل اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان وعرض تجربتها أمام الفاعلين المحليين بغية صياغة مشاريع وبرامج حقوقية مبنية على مقاربة تشاركية، خاصة في مجال التثقيف والتربية على حقوق الإنسان، وذلك بهدف نشر ثقافة حقوق الإنسان والتربية عليها وممارستها.

وأشار إلى أنه تم خلال اللقاء تقديم عرض للتعريف بالمنتدى العالمي لحقوق الإنسان والتعبئة له لضمان مشاركة فعالة لمختلف الفئات من المجتمع المدني والمؤسسات العمومية، بوصفه فرصة لتعزيز احترام حقوق الإنسان، والنقاش حول تطوراتها وتحدياتها ضمن فضاء دولي تعددي.

يذكر أن اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان العيون - السمارة عقدت لقاءات سابقة مع مختلف الفاعلين المحليين بجهة العيون - بوجودور- الساقية الحمراء، وذلك بهدف التشاور مع المجتمع المدني والمنتخبين المحليين بشأن اقتراحاتهم وبرامجهم التي ستطرح خلال فعاليات المنتدى العالمي لحقوق الإنسان.

يشار إلى أن اللجان الجهوية لحقوق الإنسان على مستوى المملكة تضطلع، حسب مقتضيات المادة 28 من الظهير المحدث للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، بمهام تتبع ومراقبة وضعية حقوق الإنسان بالجهة، وتلقي الشكايات المتعلقة بادعاءات انتهاك حقوق الإنسان، كما تعمل على تنفيذ برامج المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومشاريعه المتعلقة بمجال النهوض بحقوق الإنسان بتعاون مع كافة الفاعلين المعنيين على الصعيد الجهوي.

لقاء تواسلي ببوجدور في إطار التحضير للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان

الصحراء فِلاش : **بلاغ اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان العيون . السمارة**

نظمت اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون-السمارة، لقاء تواسليا مع السلطات المحلية والمجالس المنتخبة والمصالح الخارجية والنسيج الجمعي ببوجدور يوم 15 أكتوبر 2014، يروم التعريف بتجربة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون-السمارة في مجالي حماية حقوق الإنسان والنهوض بما على المستوى الجهوي، ويهدف إلى تسليط الضوء على فعاليات المنتدى العالمي لحقوق الإنسان، لضمان مشاركة فعالة لمختلف الفئات المجتمعية. وخلال الجلسة الافتتاحية التي حضرها السيد عامل إقليم بوجدور، ورؤساء المصالح الخارجية وممثلي السلطات المحلية، ومثلي جمعيات المجتمع المدني، أثار السيد شرقاوي رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون-السمارة، الانتباه لأهمية المنتدى العالمي لحقوق الإنسان الذي سينظم بالمغرب أيام 27 إلى 30 نونبر 2014، بوصفه محطة تاريخية للإنسانية، تستلزم مشاركة نوعية وفعالة للمجتمع المدني، لتثمر توصيات ووثائق عن حقوق الإنسان تعتمد دوليا، ولذلك أضاف، فالجلسة بمعية لجانه الجهوية يسخر كافة وسائله وإمكانياته للتعبئة لهذا المنتدى العالمي. وكما أبان السيد شرقاوي أن هذا اللقاء يشكل فرصة أيضا للتعريف بدور اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان وفي هذا الصدد شدد على اتسام عمل اللجنة بالحياد والموضوعية في آرائها للمهام المنوطة بها ونهجها مقارنة تشاركية في تسيير برامجها، الأمر الذي أكسبها ثقة المواطن ومختلف المتدخلين المحليين، وإشادات دولية بعملها.

وتخلل اللقاء التواصلي عرض عن منجزات وأنشطة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون-السمارة، خلال ما يزيد عن سنتين ونصف، في إطار ممارستها لمهامها المرتبطة بالمجال الحمائي والمتعلق بمعالجة الشكايات والوساطة والتدخل الاستباقي وإجراء زيارات ميدانية للسجون ومراكز حماية الطفولة وإعادة الإدماج ومراكز الاحتفاظ بالأجانب في وضعية غير قانونية بهدف تحسين أوضاع نزلائها ومعاملتهم. وفي الشق الثاني لعمل اللجنة والمرتبب بالنهوض بحقوق الإنسان، نظمت اللجنة برامج تكوينية في مجال حقوق الإنسان لفائدة الفاعلين المؤسساتيين والمجتمع المدني وبداخل الوسط المدرسي، بالإضافة إلى تنظيم لقاءات وتظاهرات موضوعاتية تروم النهوض بالحقوق الثقافية والحقوق الفئوية. كما قدمت اللجنة خلال هذا اللقاء عرضا حول السياق الدولي وأهداف المنتدى العالمي الثاني لحقوق الإنسان الرامية إلى خلق فضاء عالمي للحوار بين الحكومات والمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان والمجتمع المدني، من أجل للنقاش حول تطورات حقوق الإنسان والعراقل التي تحول دون تحقيقها، خلال التظاهرات والمنتديات الموضوعاتية والندوات التي ستتم من خلال هذا المنتدى العالمي.

سجناء سلفيون يخوضون معركة الأمعاء الخاوية بسجن طنجة

أضيف في 15 أكتوبر 2014 الساعة 14:55

طنجة 24 - متابعة: دخل مجموعة من السجناء السلفيين بسجن طنجة المحلي، في إضراب مفتوح عن الطعام، احتجاجا منهم على ما وصفوه بالظروف القاسية والمعاملة السيئة التي يلاقونها داخل هذه المؤسسة السجنية.

وأكد 15 سجينا من المحكومين في قضايا مرتبطة بالإرهاب، خوضهم لإضراب مفتوح عن الطعام، ابتداء من يوم الثلاثاء 14 أكتوبر الجاري، احتجاجا على سياسة القهر والتجويع المتعمد والفساد الإداري الذي تفشى في تلك المؤسسة، وفق ما جاء في بيان تلقت صحيفة "طنجة 24" الإلكترونية نسخة منهم.

وأوضح البيان، أن الأسباب التي استدعت اللجوء إلى خيار الإضراب تكمن في استفحال الظروف المزرية، في ظل سياسة المدير الجديد، الذي تجاوز فيها كل الخطوط الحمراء، من قبيل مصادرته لكافة الإغراض و اعتدى على الزوار و منع دخول الطعام إلا اليسير منه.

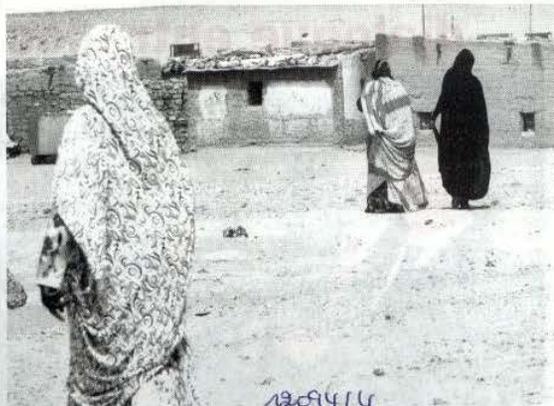
وحسب نفس البيان، فإن قرار خطوة الإضراب، جاءت بعد محاولات متكررة لحل المشاكل العالقة مع مدير السجن المحلي بطنجة، من بينها مراسلة المندوبية العامة للسجون ثم الوكيل العام للملك ثم **المجلس الوطني لحقوق الإنسان بلا أي جدوى.**

كما نظم أهالي السجناء، حسبة نفس المصدر، وقفة احتجاجية أمام السجن المحلي، مع بتقديم شكاية جماعية للجنة الجهوية لحقوق الإنسان ثم شكاية أخرى للوكيل العام، غير أن جميع الخطوات لم تسفر عن أي نتائج، حسب نفس البيان.

<http://www.tanja24.com/%D8%AC%D8%AF%D9%8A%D8%AF%20%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1/%D9%85%D8%B3%D8%AA%D8%AC%D8%AF%D8%A7%D8%AA/10347/%D8%B3%D8%AC%D9%86%D8%A7%D8%A1%20%D8%B3%D9%84%D9%81%D9%8A%D9%88%D9%86%20%D9%8A%D8%AE%D9%88%D8%B6%D9%88%D9%86%20%D9%85%D8%B9%D8%B1%D9%83%D8%A9%20%D8%A7%D9%84%D8%A3%D9%85%D8%B9%D8%A7%D8%A1%20%D8%A7%D9%84%D8%AE%D8%A7%D9%88%D9%8A%D8%A9%20%D8%A8%D8%B3%D8%AC%D9%86%20%D8%B7%D9%86%D8%AC%D8%A9.html>



Camps de Tindouf Le Maroc regrette que l'Algérie s'oppose toujours au recensement



Le Maroc déplore le "silence" de la communauté internationale sur la situation de "non droit" qui règne dans les camps de Tindouf, et regrette que le pays hôte "continue de s'opposer au recensement", a déclaré mardi au siège de l'ONU à New York, l'ambassadeur du Maroc aux Nations Unies, Omar Hilale.

Le Maroc relève avec regret que la "communauté internationale reste silencieuse sur la situation de non droit qui règne" dans les camps de Tindouf, où les populations sont privées de leurs droits les plus élémentaires, y compris ceux relatifs à la libre circulation, à l'association et à la liberté d'expression, et même à la vie, a affirmé l'ambassadeur qui s'exprimait devant la 4ème commission de l'ONU.

Ces populations "sont forcées de vivre dans des camps militarisés, sous le contrôle d'un mouvement militaire, auquel ni le droit ni les conventions internationales ne reconnaissent un quelconque attribut ou autorité", a fait observer M. Hilale, ajoutant que cet état "provoque frustration et protestation régulièrement rapportées par les média internationaux et que les responsables des camps tentent, sans succès, de faire taire par la répression et la terreur".

Le Maroc regrette, également, a poursuivi le diplomate, que le pays hôte "continue de s'opposer au recensement des populations des camps, alors qu'il en a l'obligation. Ce qui doit, a-t-il dit, interpeller la Communauté Internationale.

"Le Conseil de Sécurité a demandé au HCR, dans ses résolutions successives, de procéder à cette obligation statutaire. Les populations des camps de Tindouf sont les seules au monde qui ne sont ni recensées, ni enregistrées. Et personne n'en connaît le nombre exact", a rappelé M. Hilale dans son intervention devant les Etats membres.

Depuis la "récupération des provinces du Sud", le gouvernement marocain a, pour sa part, "consenti un effort colossal, tenant pleinement compte des spécificités de la région et des revendications de sa population, pour leur assurer un développement durable, global et intégré", a-t-il souligné. Grâce à un "effort de solidarité nationale, des progrès réels ont été enregistrés en termes de développement humain, de mise en place des infrastructures économiques et sociales de base et de lutte contre les inégalités

dans la région du Sahara. Ceci a permis à cette région d'atteindre des indicateurs sociaux les plus élevés sur le plan national, avec un produit intérieur brut régional supérieur à la moyenne nationale", a-t-il dit.

Parallèlement, et dans le cadre de la politique de régionalisation avancée incorporée dans la nouvelle Constitution, le Maroc a mis en place un nouveau modèle pour le développement de ces provinces, sur recommandation du Conseil Economique, Social et Environnemental. Ce nouveau modèle vise, en particulier, à promouvoir et renforcer, au Sahara, le développement humain, la pleine jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, la protection de l'environnement, la bonne gouvernance, la démocratie et l'égalité du genre.

S'agissant de la question des Droits de l'Homme, l'ambassadeur a souligné que "conformément à son choix irrefragable de promotion et de protection des droits de l'Homme sur l'ensemble du territoire marocain, de Tanger à Lagouira", et conformément à l'appel des résolutions du Conseil de Sécurité, le Maroc a continué de renforcer les actions et le rôle du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), en particulier ses Commissions régionales à Laayoune et Dakhla. "Ce dont s'est félicité le Conseil de Sécurité dans sa résolution 2152", a relevé M. Hilale.

Le Maroc poursuit irréversiblement son ouverture sur les mécanismes des droits de l'Homme. Il a, ainsi, reçu, et continue de recevoir, y compris au Sahara, les visites d'un grand nombre de procédures spéciales du Conseil des Droits de l'Homme. De même, des centaines d'ONG's, de délégations parlementaires, de diplomates et de journalistes visitent chaque année, sans aucune restriction, les provinces du sud du Royaume, a-t-il rappelé.

L'ancienne Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Mme Navanethem Pillay, a, elle-même, effectué en mai dernier, à l'invitation du Maroc, une visite de travail réussie au Maroc.

En effet, a-t-il conclu, Mme Pillay a déclaré, notamment, qu'au cours des 13 dernières années, depuis la dernière visite effectuée dans ce pays par un Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme, le Maroc a fait de grands progrès évidents vers une meilleure promotion et protection des droits de l'Homme".

Liberté de torpiller

Par Hakim ARIF le 15 octobre 2014.

Publié sous Politique



Driss El Yazami, le président du Conseil national des droits de l'homme appelle à la ratification de la convention 87 sur la liberté syndicale et à l'abrogation de l'article 288 du Code pénal afin de garantir les droits constitutionnels et syndicaux. On veut bien, mais, attention, demain, on empêchera ceux qui veulent travailler avec des pitbulls et des massues. Ce sera moins drôle. Evidemment.

<http://observateurdu Maroc.info/2014/10/15/liberte-de-torpiller/>



مراكش على موعد مع المنتدى الدولي لحقوق الإنسان

يشكل المنتدى الدولي لحقوق الإنسان الذي ستستضيفه مدينة مراكش من 27 إلى 30 نونبر القادم فضاء عالميا للأخوة والحوار والتبادل بين مختلف الفاعلين الذين يعملون من أجل الاستجابة إلى تطلعات الشعوب من أجل احترام كرامتها والمساواة والعدالة.

وأفاد بلاغ للمنظمين بأن الدورة الثانية للمنتدى الدولي لحقوق الإنسان بالمدينة الحمراء سيكون امتدادا للدورة الأولى التي استضافتها برازيليا سنة 2013 بمبادرة من رئاسة جمهورية البرازيل المكلفة بحقوق الإنسان والتي تميزت بمشاركة أكثر من خمسة آلاف شخص يمثلون العديد من بلدان العالم من بينها المغرب.

ويتضمن جدول أعمال منتدى مراكش حدثين هامين أولهما جلسة افتتاحية ستقدم خلالها شخصيات بارزة دولية تعمل في هذا المجال مداخلات حول أهم الإشكاليات المرتبطة بحقوق الإنسان في الوقت الراهن ثم ستعقبها جلسة ختامية بحضور ممثلي الحكومات والمنظمات غير الحكومية والمجتمع المدني والمؤسسات الدولية العاملة في مجال حقوق الإنسان ستخصص لعرض الاستنتاجات.

كما يتضمن البرنامج تنظيم منتديات موضوعاتية وورشات تكوينية ومحاضرات ومعارض للاقتصاد الاجتماعي الى جانب معرض للكتاب وآخر للصناعة التقليدية المغربية علاوة على أنشطة ثقافية أخرى.

ومن المقرر أن تعرف الدورة الثانية لهذا المنتدى العالمي مشاركة خمسة آلاف مشارك يمثلون مختلف بلدان المعمور مع إيلاء اهتمام خاص لوفود بلدان إفريقيا جنوب الصحراء .

وستقوم العديد من الهيئات بالتحضير للمنتدى الدولي لحقوق الإنسان منها على الخصوص اللجنة الدولية للمتابعة والتي تضم في عضويتها كلا من المغرب والبرازيل والأرجنتين وكولومبيا بالإضافة إلى هيئة مغربية (الأمانة العامة) التي تتكون من **المجلس الوطني لحقوق الإنسان** والوزارات المعنية بما فيها وزارتي الداخلية والخارجية والوحدة المكلفة بالاستقبال بمراكش.

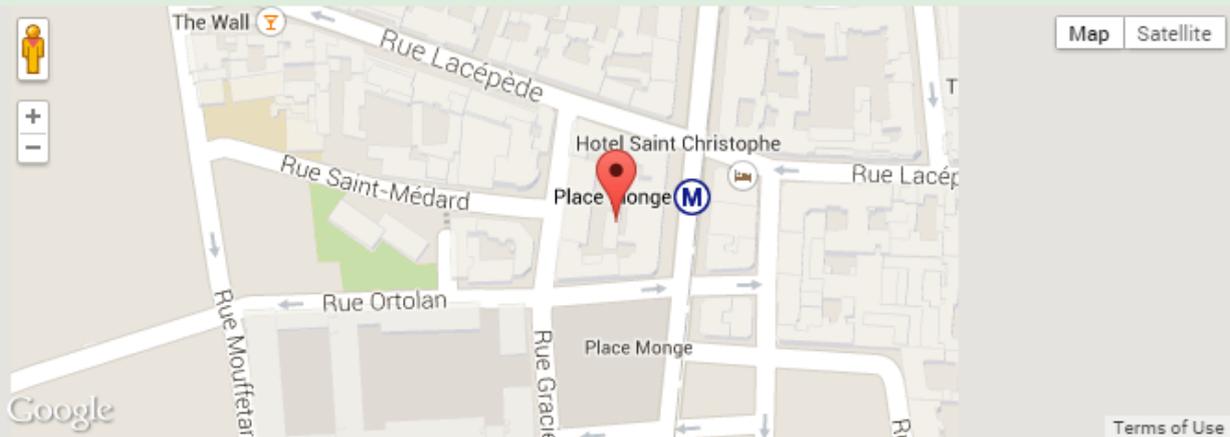
كما سيشارك في هذا المنتدى العالمي "جمعية أجيال لحقوق الإنسان" سيتم إحداثها بهذه المناسبة والتي يوجد على رأسها وزير التربية الوطنية السابق أحمد أحشيشن.

وقد انعقدت مؤخرا أول ندوة وطنية تحضيرية بالدار البيضاء للتحضير لهذا الموعد العالمي شاركت فيه الشبكات الرئيسية في المجتمع المدني المغربي الى جانب لجنة علمية دولية أنشئت في هذا الإطار والتي عقدت لهذا الغرض اجتماعين.

<http://www.medi1tv.com/ar/%D9%85%D8%B1%D8%A7%D9%83%D8%B4-%D8%B9%D9%84%D9%89-%D9%85%D9%88%D8%B9%D8%AF-%D9%85%D8%B9-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%86%D8%AA%D8%AF%D9%89-%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%88%D9%84%D9%8A-%D9%84%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%BA%D8%B1%D8%A8-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1-28838>



Dynamiques constitutionnelles au Maroc et en Tunisie



Infos pratiques

le Jeudi 16 Octobre 2014 18:30 - 20:30

Institut du monde arabe - Auditorium : 1, rue des Fossés-Saint-Bernard - Place Mohammed-V
75005 Paris

Site web : <http://www.imarabe.org/>

Description

Dynamiques constitutionnelles au Maroc et en Tunisie
En partenariat avec le **Conseil** National des Droits de l'Homme (CNDH)

Les constitutions marocaine et tunisienne ont été adoptées respectivement le 1er juillet 2011 et le 26 janvier 2014. Quelles en sont les principales dispositions ? Quels points de ressemblance et quelles différences notables ? Quelles ont été les dynamiques sociales et politiques qui ont présidé à leur élaboration et à leur adoption ? Où en est la mise en œuvre dans les deux pays ?

Avec :

- Nadia Bernoussi, professeure de droit constitutionnel, directrice de l'Ecole Nationale d'Administration du Maroc ;
- Ghazi Ghraïri, professeur de droit constitutionnel tunisien ;

Débat animé par Abdallah Saaf, ancien Ministre et directeur du Centre marocain d'Etudes et de Recherches en Sciences Sociales (CERSS).

Entrée libre dans la limite des places disponibles

http://www.saphirnews.com/agenda/Dynamiques-constitutionnelles-au-Maroc-et-en-Tunisie_ae320180.html